

## Un combat pour l'égalité et la justice sociale

Diane Lamoureux

Numéro 762, janvier–février 2013

Féminismes : état des lieux

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/68261ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lamoureux, D. (2013). Un combat pour l'égalité et la justice sociale. *Relations*, (762), 13–16.

# Un combat pour l'égalité et la justice sociale



Enraciné dans la lutte contre les injustices faites aux femmes, le mouvement féministe vise à remettre en question la structuration même de la société.

## DIANE LAMOUREUX

Le féminisme existe au Québec comme courant organisé depuis près de 50 ans. Que l'on prenne comme point de départ la fondation de la Fédération des femmes du Québec (FFQ), en 1966, ou celle du Front de libération des femmes, en 1969, il y a toujours eu au Québec des organisations se réclamant du féminisme depuis les années 1960. Ces organisations et les courants d'idées sur lesquels elles se sont appuyées ont transformé de façon considérable les conditions d'existence des Québécoises. Elles participent également du vaste tissu associatif de la société québécoise et permettent de donner vie et sens à notre démocratie. À travers le féminisme, des milliers de femmes vivent leur citoyenneté et se battent au quotidien pour l'élargissement de la démocratie, pour des politiques publiques plus équitables, pour prendre en charge leur existence, pour contrer la violence institutionnelle ou personnelle à leur encontre et pour échapper à des situations de marginalité ou de pauvreté. Pas étonnant que le mouvement cherche actuellement à faire le bilan de ses actions passées et à dégager des perspectives pour les années à venir. Le présent texte se veut une contribution à ce débat nécessaire.

## UN RETOUR AUX FONDAMENTAUX

Depuis son émergence comme mouvement social au XIX<sup>e</sup> siècle, le féminisme a été confronté à un paradoxe concernant son positionnement dans les luttes sociales : être un mouvement pour l'égalité entre les femmes et les hommes, ou être un mouvement pour la justice sociale ayant pour point d'ancrage la lutte contre les injustices commises à l'encontre des femmes? L'enjeu est loin d'être strictement rhétorique; il conditionne les stratégies d'action, les enjeux de lutte et les alliances du mouvement.

Si l'on pense que le féminisme est un mouvement pour l'égalité entre les hommes et les femmes, plusieurs positionnements sont possibles. Il y a longtemps eu un débat égalité/différence dans le féminisme, à savoir s'il fallait définir les femmes comme « des hommes de sexe féminin » et neutraliser le facteur sexe (ou genre) quant à ses implications sociales – la position égalitariste –, ou s'il fallait plutôt insister sur la différence entre les hommes et les femmes, valoriser le féminin et décliner l'humanité selon deux genres – la position différentialiste.

La position différentialiste a déjà été largement discréditée par le fameux « on ne naît pas femme, on le devient » de Simone de Beauvoir. Elle nous renvoie à une compréhension naturaliste du social, en plus de revêtir un caractère hétérosexiste. Elle est naturaliste, d'abord, parce qu'elle fait du sexe biologique le fondement du genre social, comme si celui-ci était une garantie de quoi que ce soit, et, ensuite, parce qu'elle en déduit un certain nombre de traits de caractère (exemple : les femmes sont plus attentives que les hommes au bien-être d'autrui). Et elle est par ailleurs hétérosexiste, dans la mesure où elle postule que la complémentarité ne peut s'effectuer qu'entre personnes de sexes différents.

La position égalitariste me semble beaucoup plus répandue et peut-être plus pernicieuse. Pour neutraliser le genre, il faut d'abord montrer comment il est à l'œuvre dans nos sociétés et comment il structure les rapports sociaux. C'est ce qui explique que la position égalitariste peut nourrir autant une position libérale d'insertion des femmes dans la société existante qu'une position féministe radicale (qui va à la racine de l'oppression des femmes et pense qu'il faut abolir le système social patriarcal pour parvenir à leur libération).

Dans la variante libérale, la position égalitariste n'exclut pas les luttes pour faire changer les lois discriminatoires et mettre en place des mesures en faveur des femmes ou de l'égalité, mais présuppose que c'est l'ignorance de la situation des femmes de la part des autorités politiques qui explique les injustices et les discriminations. Cela conduit à

Laurence Cardinal,  
*Contes T8*, 1995, techniques mixtes sur toile, 123 x 71,5 cm.  
Photo : Guy L'Heureux

L'auteure est professeure au Département de science politique de l'Université Laval

la documentation des inégalités de genre (les commissions d'enquête gouvernementales des années 1970 ou la Convention pour l'élimination de la discrimination à l'encontre des femmes, adoptée par l'ONU, par exemple) et à la préconisation de solutions pour y mettre fin, comme l'équité salariale et les organismes gouvernementaux responsables de la « condition féminine ».

Pour sa part, la variante radicale conduit à l'organisation de luttes contre divers aspects de l'oppression des femmes (travail domestique, oppression sexuelle, absence de droits, accès à certains domaines réservés aux hommes), bref, à un certain « syndicalisme féminin ». Celui-ci peut être « de combat » puisque les résistances à l'égalité entre les femmes et les hommes sont nombreuses, mais il n'en reste pas moins sur le terrain d'un mouvement « identitaire », lié à la catégorie « femmes ». Cela conduit graduellement à une transformation du mouvement féministe en mouvement des femmes.

Que ce soit dans sa variante libérale ou dans sa variante radicale, le mouvement est rapidement conduit à se poser la question suivante : l'égalité de quelles femmes, avec quels hommes ? Ainsi, du fait d'une compréhension étreinte des inégalités sociales, réduisant celles-ci aux seules inégalités de genre, le féminisme libéral devient l'horizon du féminisme radical – contrairement aux espoirs des féministes radicales des années 1970 qui espéraient une radicalisation des libérales. L'enjeu du féminisme tend ainsi à se réduire à l'ajout de femmes à tous les échelons de la hiérarchie sociale (plus de députées, d'entrepreneures, de militaires, d'ingénieures, etc.).

Par contre, si l'on conçoit le mouvement féministe comme un mouvement pour la justice sociale ayant pour point d'ancrage la lutte contre les injustices faites aux femmes, le chemin est peut-être plus sinueux, mais en même temps plus prometteur. Certes, il ne s'agit pas de fondre le féminisme dans le vaste creuset des luttes anti-capitalistes, mais plutôt de tenir pour acquis que nos sociétés sont structurées par divers systèmes consubstantiels d'injustice – qui forment un nœud qui ne peut être séquéncé qu'à des fins d'analyse.

Dans cette optique, les enjeux auxquels sont confrontés les féministes ne sauraient se réduire à des enjeux d'inégalités de genre. Ils doivent embrasser aussi les inégalités de race et de classe si nous voulons que nos luttes permettent la liberté et l'égalité de toutes les femmes et non d'une petite minorité qui ne devrait l'amélioration de son sort qu'à l'assujettissement accru d'autres femmes.

Cela exige d'abord de comprendre que l'injustice, dans les sociétés contemporaines, a plusieurs facettes, dont les plus importantes, pour reprendre les catégories d'Iris Young, sont l'exploitation, la marginalisation, l'absence de pouvoir, l'impérialisme culturel et la violence. Cela nécessite ensuite d'envisager la question des rapports sociaux et de leur interrelation. Il en découle que l'enjeu n'est pas seulement la situation des femmes, mais la structuration du vivre-ensemble – « le monde », selon Hannah Arendt.

## QUELS TERRAINS DE LUTTE ?

Si l'enjeu du féminisme devient « le monde », cela élargit considérablement ses terrains de lutte potentiels. Une des grandes leçons que nous pouvons tirer du « printemps québécois », c'est que pour susciter une mobilisation politique

## Libérer ma parole

**DÉLICE MUGABO**

Dans le cadre du processus des États généraux de l'action et de l'analyse féministes, les enjeux qui m'interpellent le plus sont ceux de la lutte pour l'égalité entre les femmes et la reconnaissance des divers courants qui traversent notre mouvement. Plus que jamais, celui-ci est sommé de tenir compte, dans son action et ses réflexions, du fait que les femmes vivent aux intersections de diverses oppressions et que le patriarcat n'est pas notre seul Goliath. Je suis une *black feminist*, plusieurs sont *queer*, d'autres sont des féministes musulmanes, certaines vivent avec un handicap, et combien connaissent toutes ces réalités à la fois ! Pour moi, les États généraux sont le moment de prendre le pouls du mouvement et de se rendre compte que son action ne peut être menée sans que toutes y aient une place.

J'ai plongé cœur premier dans cette démarche collective, certaine que de ce beau risque naîtraient de nouvelles alliances, un sentiment d'appartenance revivifié, un long printemps féministe. J'ai souvent entendu dire que le chemin est plus important que la destination, mais je me rends compte qu'il est aussi plus exigeant. Il nécessite réunions, échanges, débats, soupers, activités artistiques, bref, plusieurs moments pour se voir, rire, s'encourager, mais aussi discuter et se dire « les vraies choses ». Le plus fascinant est de découvrir la richesse de nos vécus, la profondeur du regard que nous portons sur nos vies. Le plus éprouvant est de parfois me demander si j'ai vraiment été entendue ou, simplement, écoutée. Est-ce que ma voix pèsera dans la balance ou sera-t-elle une musique de fond ? Les perspectives féministes *queer*, anti-racistes, ou anti-capacitistes<sup>1</sup> seront-elles reflétées dans les analyses produites par ces États généraux, ou seront-elles noyées dans les notes de bas de page ?

1. Le capacitisme désigne une forme d'oppression contre les personnes vivant avec un handicap.

L'auteure est co-porte-parole des États généraux de l'action et de l'analyse féministes

de grande ampleur, nécessaire à la transformation des rapports sociaux de classe, de sexe et de race qui prévalent au Québec, il ne faut pas se cantonner à des revendications sectorielles mais parvenir à transformer celles-ci en questions d'intérêt public concernant l'ensemble des citoyennes et des citoyens. C'est ainsi qu'un refus de la hausse des droits de scolarité a été formulé en termes d'opposition au principe néolibéral de l'utilisateur-payeur, ce qui a permis au mouvement étudiant de contrer (au moins à court terme) une telle hausse tout en ralliant à sa cause celles et ceux qui luttent contre la «taxe santé», contre la hausse des tarifs d'électricité ou des loyers. C'est un exemple qui peut être inspirant pour le mouvement féministe.

Avec l'avènement du féminisme, les enjeux des femmes, autrefois confinés à la sphère domestique, se sont élargis. Ils embrassent maintenant la violence, l'avortement, la contraception, les inégalités salariales, l'accès aux emplois non traditionnels, etc. Cependant, certaines réticences demeurent quand des féministes abordent des enjeux de politique étrangère, de fiscalité, d'immigration, de militarisme, d'inégalités sociales, de culture et de développement économique – questions d'importance lorsque «le monde» devient notre enjeu.

Dans les prochaines années, il nous reste donc à établir l'idée que rien de ce qui est humain n'est étranger aux préoccupations féministes. Ainsi, on ne peut pas réfléchir à l'organisation de notre système de santé en faisant l'im-

Dans les prochaines années, il nous reste donc à établir l'idée que rien de ce qui est humain n'est étranger aux préoccupations féministes. Ainsi, on ne peut pas réfléchir à l'organisation de notre système de santé en faisant l'im-

pas, par exemple, sur la division sociale et sexuelle du travail qui prévaut dans ce secteur, ni sur les répercussions de la tarification des soins pour les femmes plus spécifiquement, les inégalités sociales de santé, la division sexuelle et générationnelle du travail au sein de la famille, le rôle des femmes immigrantes dans les soins aux personnes, etc. Autour de ces questions s'articulent donc, de façon très

concrète, des rapports sociaux de sexe, de classe et de race, qu'il s'agit de mettre au jour si nous voulons aboutir à des solutions socialement justes, mais dont il faut se garder d'isoler les uns des autres.

À cet égard, la présence à Ottawa d'un gouvernement conservateur, néolibéral, raciste, homophobe et antiféministe peut, paradoxalement, s'avérer un atout pour déssectorialiser les actions et les réflexions féministes. Sans renoncer aux revendications

«classiques», il faut pouvoir expliquer à tous ceux et celles qui combattent ce gouvernement que son programme homophobe et antiféministe est partie prenante de sa politique néoconservatrice et néolibérale, qui ne pourra être combattue efficacement qu'en prenant aussi en compte ses dimensions antiféministes. Tout en faisant émerger les rapports de genre, il faut constamment les relier aux autres rapports sociaux de domination.

Le contexte dans lequel se déroulent les luttes féministes a changé. Depuis les années 1960, nous avons dû lutter de pied ferme pour obtenir des transformations législatives et l'inflexion des politiques publiques, dans un

Il ne s'agit pas d'intégrer des positions ou des revendications dites minoritaires. Ce qui est en jeu est plutôt notre capacité de repenser nos actions et de revoir nos relations de manière à bien cerner celles qui sortent toujours défavorisées dans les rapports de pouvoir. Sans ce changement de paradigme, lutter aux côtés des femmes autochtones ne sera jamais une priorité, ni démasquer l'islamophobie déguisée en défense des droits des femmes, encore moins lutter contre le racisme qui marque l'histoire de ce pays. Si des féministes de tous horizons continuent de s'engager dans ce processus, c'est bien parce que nous voulons participer à la construction d'un nouveau futur pour le mouvement, mais surtout parce que nous voulons faire partie de ce futur.

Je pose ces questions tout haut parce qu'elles ne sont pas que les miennes; je les présente à toutes les féministes québécoises pour qu'elles s'y penchent. Mais en attendant les réponses, je me suis dit que je devrais m'écrire une note que je pourrai relire lorsque je vivrai une réunion difficile et que, bloquée sur le chemin, j'aurai perdu de vue notre destination.

*Igica,*

*Souviens-toi des premiers mots qu'a dits Loretta Ross lorsqu'elle est venue nous voir à Montréal: «Je suis fatiguée d'être opprimée mais pas fatiguée de me battre.» La fatigue n'empêche donc pas la lutte. Le travail d'alliance est difficile parce que, par définition, il se fait avec des gens avec qui nous ne sommes pas d'accord sur tout. Il s'agit plutôt d'être d'accord à travailler ensemble. La pensée unique appartient aux sectes et non pas à un mouvement. Ne l'oublie pas et rappelle-le aux autres aussi. N'aie donc pas peur de nommer ce que tu vois, ce que tu vis; le féminisme, c'est aussi libérer sa parole. Ton silence signifie qu'il n'y a pas de dialogue, et sans dialogue, point d'alliance. Le silence n'est donc pas une option pour toi. Lorsque le mouvement parlera à l'unisson, ce sera parce que toutes les voix se seront élevées, et non pas parce que les plus fortes se seront fait entendre.*

*Delice Igicari Mugabo*



Laurence Cardinal,  
*Mixtio P8*, 2009,  
techniques mixtes  
sur papier Arche,  
112 x 76 cm. Photo :  
Guy L'Heureux

contexte où nos luttes trouvaient un certain écho au sein de l'appareil institutionnel. C'est de moins en moins le cas et nous nous battons à contre-courant, ce qui nous met dans la posture politique ambiguë de devoir défendre nos « acquis ».

Ceci rend d'autant plus urgent le besoin de développer une solidarité politique entre les femmes au Québec, mais aussi au-delà des frontières, tout en développant, comme cela s'est produit dans la dernière décennie, des alliances avec d'autres mouvements sociaux. Il ne s'agit pas de postuler que les situations vécues par les femmes peuvent se réduire à un dénominateur commun qui induirait une sorte de sororité automatique. Nous n'en sommes plus là. Il s'agit plutôt de tenir compte des différences (entre les femmes et entre les féministes et leurs alliés) et de les formuler politiquement pour parvenir à une solidarité réfléchie, qui permette d'agir ensemble sans que le prix de cette action commune soit la négation de certaines.

Cela implique également que, comme féministes, nous nous engageons dans les luttes contre les guerres impérialistes, le néolibéralisme et le néoconservatisme. Elles sont aussi les nôtres, non pas parce qu'il y aurait une sorte d'anticapitalisme général qui fédérerait toutes les luttes sociales, mais parce que le type de régime que veut instaurer la nouvelle droite pose un problème d'ensemble que nous ne pouvons ignorer en tant que féministes si nous prenons au sérieux les valeurs de liberté, d'égalité et de solidarité.

En effet, le militarisme nourrit la violence contre les femmes (et pas seulement dans les zones de conflit). Les guerres des dernières décennies – y compris celles qui auraient été entreprises pour « libérer » les femmes, comme en Afghanistan – ont accru la violence sociale en général et la violence sexiste en particulier. Le retour à la « loi du plus fort » est lourd d'une normalisation des rapports sociaux qui ne peut que nous être préjudiciable, tant comme femmes que comme féministes.

Quant au néoconservatisme, il vise à enfermer les femmes dans l'univers privé de la famille, définie en termes classiquement patriarcaux et hiérarchiques, structurée autour de la logique du « papa a raison » qui dispense d'avoir à fournir des raisons. Enfin, le néolibéralisme dépolitise les rapports sociaux au nom de la gouvernance et réduit la citoyenneté à l'autonomie matérielle. Or, pour formuler nos propres préoccupations politiques, nous avons besoin d'une compréhension du social en termes de rapports sociaux entre groupes et non pas en termes de morale individuelle.

Ceci signifie que le développement d'une politique féministe ne peut pas être que pour les femmes; il doit interroger l'ensemble des rapports sociaux d'injustice, de domination et d'exclusion. C'est la condition pour maintenir vivant un féminisme de rébellion sociale poursuivant des finalités de justice sociale. ●